

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la justice

Arrêté du 28 décembre 2018

**fixant la répartition des sièges des représentants du personnel
au sein des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les
établissements pénitentiaires du ressort de la direction interrégionale des services
pénitentiaires de LILLE**

NOR : JUSK1835630A

La garde des sceaux, ministre de la justice

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9 bis, ensemble la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié notamment par le décret n° 2011-774 du 28 juin 2011 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 20 novembre 2014 portant création de comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les établissements pénitentiaires du ressort de la direction interrégionale de Lille;

Vu les procès-verbaux de dépouillement des scrutins établis le 7 décembre 2018,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La répartition des sièges des représentants du personnel entre les organisations syndicales au sein des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail créés par l'arrêté du 20 novembre 2014 susvisé dans les établissements pénitentiaires du ressort de la direction interrégionale de Lille est fixée comme suit :

ÉTABLISSEMENT	LISTE DES ORGANISATIONS SYNDICALES aptes à désigner leurs représentants	REPARTITION du nombre de sièges	
		Titulaires	Suppléants
CP Beauvais	Syndicat FORCE OUVRIERE	3	3
	Syndicat UFAP UNSA-Justice	1	1
CP Lille-Annoeullin	Syndicat CFDT Interco	2	2
	Syndicat CGT Pénitentiaire	1	1
	Syndicat FORCE OUVRIERE	1	1
CP Lille-Loos-Sequedin	Syndicat UFAP UNSA-Justice	2	2
	Syndicat FORCE OUVRIERE	2	2
CP Liancourt	Syndicat FORCE OUVRIERE	3	3
	Syndicat UFAP UNSA-Justice	1	1
CP Longuenesse	Syndicat UFAP UNSA-Justice	2	2
	Syndicat CGT Pénitentiaire	1	1
	Syndicat FORCE OUVRIERE	1	1
CP Vendin-le-Vieil	Syndicat FORCE OUVRIERE	1	1
	Syndicat UFAP UNSA-Justice	1	1
	Syndicat CGT-Pénitentiaire	1	1
	Syndicat CFDT Interco	1	1

Article 2

Un délai de quinze jours est donné aux organisations syndicales susmentionnées pour désigner leurs représentants dans chacun des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Article 3

La directrice interrégionale des services pénitentiaires de Lille est chargée de l'application du présent arrêté, qui sera publié au Bulletin officiel du Ministère de la Justice.

Fait à Lille, le 28 décembre 2018

La directrice interrégionale,

Valérie DECROIX

